



Contre les violences sexuelles, sexistes, LGBTQIA+phobes, mobilisons-nous !

Toutes et tous dans la rue le 22 novembre !

Le 25 novembre se tient la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. L'université et la recherche ne sont pas épargnées par les rapports de domination et les violences de genre. Bien au contraire, nos environnements de travail créent à la fois des conditions propices au harcèlement et aux violences sexuelles et à leur négation : importance des hiérarchies de travail, fort taux d'emploi précaire et de mal-être au travail, manque de personnel administratif et d'encadrement, etc. Certains contextes du travail scientifique, avec des spécificités selon les disciplines, sont particulièrement susceptibles de favoriser ces violences : par exemple, les terrains d'enquêtes ethnographiques, les chantiers de fouilles archéologiques, les expéditions scientifiques, les colloques et congrès etc. durant lesquels les sociabilités professionnelles sont plus relâchées.

Les étudiant-es sont tout aussi concerné-es que les salarié-es de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR). Selon le baromètre 2023 des violences sexistes et sexuelles dans l'ESR, produit par l'observatoire des violences sexistes et sexuelles dans l'ESR, 6 étudiantes sur 10 déclarent avoir été victimes et/ou témoins d'au moins un fait de violence sexiste, sexuelle, LGBTQIA+phobe - plus d'un quart se déclarant victime. La domination fondée sur le genre et la sexualité pèse plus lourdement sur les personnes jeunes, ou encore en situation de handicap, racisées (étrangères ou non), précaires qui ont plus de risques d'être la cible de violences sexistes et sexuelles, et moins de possibilités de se défendre.

La question des Violences Sexistes, Sexuelles (VSS) et LGBTQIA+phobes se pose donc à tous les niveaux, et s'articule avec une réponse institutionnelle très souvent indigente, voire re-victimisante. Tous nos établissements de recherche sont concernés par des affaires de VSS (CNRS, INSERM, INRIA, INED, IRD, IRSTEA, IFREMER et les Universités). Dans bien des cas, il a fallu que les faits soient exposés par la presse pour être réellement pris en charge et le même constat s'impose partout : un traitement patriarcal de ces violences fondé sur la minimisation des faits, le déni de la souffrance, la peur de voir la réputation de l'établissement entachée et la culpabilisation des victimes. Les instances chargées de mettre en œuvre des mesures - des commissions disciplinaires locales jusqu'au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche), au niveau national - sont rarement à la hauteur de leurs responsabilités. Ces dysfonctionnements font reposer une lourde responsabilité sur les syndicats et les collectifs informels et associatifs, comme Clasches, qui doivent prendre en charge le soutien et l'accompagnement des victimes, avec souvent un prix fort à payer sur le plan des études, de la carrière et de la santé mentale et physique.

Les coupes et gels de budget successifs, portés par des gouvernements néolibéraux et réactionnaires, amplifient ces phénomènes. Le musée des horreurs du dernier budget proposé laisse pourtant de marbre notre ministre actuel qui nous affirme que "ce n'est pas Zola non plus!". Pire, les missions égalité des établissements qui sont censées prendre en charge notamment la prévention des VSS, n'ont pas touché un centime du ministère depuis 2023 et ce dernier envisage d'introduire cette année de nouvelles charges pour ces missions, sans aucun moyen supplémentaire.

Enfin, dans le combat contre ces violences, les savoirs produits en études de genre sont précieux, puisqu'ils documentent leur réalité et en analysent les causes. Or, les études de genre font l'objet d'attaques régulières qui sont inquiétantes et contre lesquelles il est nécessaire de se mobiliser collectivement, ce à quoi notre syndicat est et sera particulièrement vigilant.

Face au déni toujours prégnant dans notre milieu professionnel et face aux menaces multiples dont il fait l'objet, il est indispensable de nous engager en tant que personnels et usager-es de l'ESR contre ces violences, et pour la mise en place d'universités et d'établissements de recherche sûrs pour toutes et tous !

Rejoignez, partout en France, **les cortèges de la manifestation du 22 novembre 2025 contre les violences faites aux femmes !**

La carte des manifestations est ici : <https://www.noustoutes.org/manifestations-feministes-2025/>

Si vous êtes victime et/ou témoin-e de violences sexuelles, sexistes ou LGBTQIA+phobes, ne restez pas seul-e, rapprochez-vous de votre section locale du SNTRS-CGT.